

Biographies de personnalités portugaises (Noms de M à Z)

Source: Maria Fernanda Rollo, Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Av. de Berna, 26-C 1069-061 Lisboa. www.fsh.unl.pt.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/biographies_de_personnalites_portugaises_noms_de_m_a_z-fr-f7c57b44-8534-4bea-8010-50f98fc6f7ff.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Biographies de personnalités portugaises (Noms de M à Z)

MACEDO, Jorge Avelino Braga de

Né à Lisbonne en 1947, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne puis le titre de maître en relations internationales à l'université de Yale (États-Unis) et enfin celui de docteur en économie à la même université en 1979. Il a donné des cours à la faculté de droit de l'université de Lisbonne après le 25 avril, à l'université de Princeton, entre 1980 et 1986 ainsi qu'à l'Université Nouvelle et à l'université catholique de Lisbonne, après 1986. Il a collaboré au Fonds monétaire international (FMI) et a effectué des travaux de consultance pour différentes institutions telles que la confédération de l'industrie portugaise, la Banque mondiale et les Nations unies. Il est parti pour Bruxelles en 1989 où il a été directeur des économies nationales à la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne. Il a été nommé directeur général adjoint du budget à la Commission européenne en août 1991 mais a quitté ce poste la même année pour devenir, le 30 octobre, ministre des Finances dans le XII^e gouvernement constitutionnel de Cavaco Silva.

C'est durant son passage au gouvernement que s'est concrétisée l'adhésion de l'escudo au Système monétaire européen (SME), le 6 avril 1992, et la libéralisation du marché des capitaux. Il a été confronté à des périodes de forte instabilité sur les marchés des changes européens qui ont affecté l'escudo au point de provoquer les dévalorisations de novembre 1992 et de mai 1993. Par ailleurs, il a fait des déclarations dans lesquelles il défendait la nécessité de baisser les taux d'intérêt. Ces déclarations ont provoqué un certain malaise à la Banque du Portugal et c'est ainsi que le gouverneur et ancien ministre des Finances Miguel Beleza a été écarté en juillet 1994. Braga de Macedo a quitté à son tour le gouvernement lors du remaniement ministériel du 13 décembre 1993. Il a été remplacé par Eduardo Catroga. Il est alors entré au centre d'études pour le développement de l'OCDE où il est demeuré de 1999 à 2001.

MACHADO, Fernando Manuel Alves

Il a été président de la commission de coordination économique du fonds de développement des exportations.

MACHADO, Vítor António Augusto Nunes de Sá

Né à Cáala (Angola) le 18 novembre 1933, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra en 1957 et a terminé sa spécialisation l'année suivante dans la même université. Après avoir tenté en vain d'embrasser la carrière d'enseignant à l'université de Porto et celle du barreau en Angola du fait des informations que détenait la PIDE sur son compte, il est entré en 1960 à la fondation Gulbenkian, sur invitation de Ferrer Correia, et en est devenu administrateur en 1969. Il a adhéré au CDS après le 25 avril et a été député à l'Assemblée constituante, après avoir été relevé de ses fonctions à la fondation par la commission des travailleurs suite aux événements du 11 mars 1975. En 1978, il est devenu ministre des Affaires étrangères du II^e gouvernement constitutionnel conduit par Mário Soares, gouvernement issu d'une coalition PS-CDS. Après la chute de ce gouvernement, Vítor Machado est retourné à la fondation Gulbenkian en 1979. En 1988, il a postulé au poste de directeur général de l'UNESCO mais sa candidature a été rejetée. Il a quitté le CDS en 1992, lorsque Manuel Monteiro a pris la tête du parti. En décembre 1998, il a succédé à Ferrer Correia à la présidence de la fondation Gulbenkian. Il est décédé le 27 avril 2002.

MAGALHÃES, José Tomás Cabral Calvet de

Calvet de Magalhães est né en 1915, à Lisbonne durant la Première Guerre mondiale. Il a obtenu un diplôme à la faculté de droit de Lisbonne en 1940, a fait un stage d'avocat et en 1941, a postulé au ministère des Affaires étrangères (MNE) où il a été admis. Sont également entrés au ministère des Affaires étrangères à cette même époque Eduardo Braço et Franco Nogueira. Il a travaillé au total avec plus de deux douzaines de ministres des Affaires étrangères.

Il a débuté à la direction générale des affaires économiques, domaine diplomatique dans lequel il s'est

spécialisé. En 1945, il est devenu consul adjoint à New York. De là, il a été transféré la même année à Washington. En 1946, il a été envoyé à Boston où il a géré le Consulat jusqu'à la mi-1948. Il a alors été envoyé à Canton et n'est revenu à Lisbonne qu'en 1950. En mars 1951, il a été nommé secrétaire à l'ambassade de Paris, déjà en tant que membre du cadre diplomatique, et a alors débuté une carrière aussi longue que remarquable. En mai 1951, il est entré à la délégation portugaise auprès du Conseil permanent de l'OTAN. Il a cumulé ces fonctions avec celles de représentant du Portugal au CoCom – comité qui avait pour objectif de gérer l'embargo des exportations de produits vers la zone d'influence soviétique et la Chine. C'est là qu'a véritablement commencé l'aventure européenne de Calvet de Magalhães. En janvier 1956, il a été nommé chef de la délégation permanente de la CTCEE à Paris et représentant permanent du Portugal auprès de l'OECE avec le titre de ministre plénipotentiaire de 2^e classe. Il a accompagné à plusieurs reprises les représentants portugais durant les négociations AELE et a présidé différentes réunions préparatoires de l'AELE tenues à Stockholm et à Saltsjöbaden en 1959. Il a été ambassadeur du Portugal auprès de la CEE en 1962 et vice-président de la commission d'études sur l'intégration économique européenne créée par arrêté du président du Conseil et des ministères des Finances, de l'Économie et des Affaires étrangères en mars 1970.

MARQUES, Fernando Manuel da Silva

Né à Porto le 3 février 1932, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne. Il a été consul à Montréal à partir de janvier 1961. En mars 1965, il a été transféré à l'ambassade de Zomba comme chargé d'affaires. Il a été ambassadeur à La Haye entre février et juillet 1976 puis a été transféré à Luanda ce même mois, recevant ses lettres de créances d'ambassadeur en septembre 1980. Il a été nommé chef de la mission du Portugal auprès des Communautés européennes le 18 novembre 1985 et représentant du Portugal à Bruxelles le 1^{er} janvier 1986. Il a été transféré à Bonn, comme ambassadeur, le 14 juin 1986.

MARTINS, Guilherme d'Oliveira

Né à Lisbonne en 1952, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne, puis le titre de maître en droit dans cette même institution. Il a fondé la SEDES avant la révolution du 25 avril. Ayant adhéré au PPD, c'est au sein de cette organisation qu'il a pu faire la connaissance d'António Guterres et de Sousa Franco. Il a été l'un des plus hauts responsables de la JSD, mais s'est éloigné du parti orange en 1978 pour devenir chef de cabinet de Sousa Franco lorsque celui-ci a été nommé ministre des Finances du gouvernement de Maria de Lurdes Pintasilgo entre 1979 et 1980. En 1979, il a fondé l'Association sociale démocrate indépendante (ASDI), alors présidée par Sousa Franco.

En 1986, il a soutenu Mário Soares lors de sa première élection à la présidence de la République. En 1991, il a été élu député indépendant sur les listes du PS et après la victoire d'António Guterres aux élections législatives de 1995, il a été nommé secrétaire d'État à l'administration éducative et est parvenu au poste de ministre de l'Éducation après le départ de Marçal Grilo. Il est devenu ministre de la Présidence en septembre 2000 et ministre des Finances en juin 2001, poste qu'il conservera jusqu'à la démission du second gouvernement d'António Guterres. En octobre 2005, il a été choisi par le gouvernement de José Sócrates pour présider la Cour des comptes. Il a publié différents articles sur la construction européenne au moment de l'élaboration du traité constitutionnel.

MATIAS, Marcelo Gonçalves Nunes Duarte

Il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne. Devenu avocat, il a été le délégué du procureur général de la République. Il a été consul du Portugal à Rio de Janeiro et à Athènes, directeur général et secrétaire général au ministère des Affaires étrangères. Le 30 juin 1947, il a été nommé ambassadeur du Portugal à Paris, fonctions qu'il a occupées jusqu'en 1958. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères le 14 août 1958 et est demeuré à ce poste jusqu'au 4 mai 1961. Il a été transféré cette même année à l'ambassade du Portugal à Paris où il a été ambassadeur jusqu'en 1970.

MATTA, José Caeiro da

Juriste, titulaire d'un diplôme en droit obtenu à l'université de Coimbra, député sous la monarchie (1908-1910), il a dirigé les ministères des Affaires étrangères (1933-1935) et de l'Éducation nationale (1944-1947). Entre 1941 et 1944, il a occupé le poste d'ambassadeur du Portugal auprès du régime de Vichy. Le 5 février 1947, il a succédé à Oliveira Salazar au ministère des Affaires étrangères, poste qu'il a occupé jusqu'en 1950.

MELO, Albano Homem de

Successeur d'André Navarro, il a été sous-secrétaire d'État à l'agriculture entre le 6 septembre 1944 et le 4 février 1947. Son mandat s'est prolongé quelques mois après le départ de Supico Pinto, jusqu'en octobre 1947.

MIRANDA, Pedro Pires de

Né à Leiria, il a obtenu un diplôme en mathématiques à l'Institut supérieur technique. Après avoir terminé ce cours, il s'est installé à Londres où il a travaillé dans une entreprise de construction et de projets. Il est rentré au Portugal deux ans plus tard, en 1957, pour faire partie des cadres de BP au Portugal. C'est toujours en tant que cadre de BP qu'il est reparti au Royaume-Uni en 1967. En 1971, de retour au Portugal, il est entré à Petrosul et un an plus tard à Sonap. Après le 1^{er} mars 1975, il est parti pour le Brésil où il a travaillé pendant plus d'un an dans la compagnie pétrolière Ipiranga. De retour au Portugal, il a été appelé par le Premier ministre Alfredo Nobre da Costa, tout d'abord pour administrer Petrogal puis au ministère du Commerce et du Tourisme sous le III^e gouvernement constitutionnel. En 1979, il a présidé la commission d'intégration européenne et en 1980, il a assumé la présidence de Petrogal. En 1980, il a été nommé ambassadeur itinérant pour les questions relatives au pétrole par le gouvernement Sá Carneiro. Il a été ministre des Affaires étrangères du X^e gouvernement constitutionnel de Cavaco Silva. Au début des années 90, il a été nommé administrateur de la fondation luso-américaine pour le développement et est devenu curateur de la fondation Oriente.

MONTEIRO, António Victor Martins

Né à Nova Sintra (actuellement Catabola), Angola, le 22 janvier 1944, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne et est entré dans la carrière diplomatique après un concours d'admission en 1967. En 1971, il a obtenu son premier poste à l'étranger en tant que chargé des affaires portugaises à l'ambassade du Portugal au Zaïre (actuelle République démocratique du Congo). C'est dans ce pays qu'il se trouvait en 1974, l'année de la révolution du 25 avril, lorsqu'il a été nommé chargé d'affaires à l'ambassade du Portugal à Kinshasa, puis premier secrétaire dans cette même ambassade. En 1976, il a transité par Rome où il a occupé les mêmes fonctions qu'à Kinshasa. Parallèlement, il a représenté le Portugal dans des organismes internationaux à partir de mars 1978, avec un détachement à la FAO. Il est rentré à Lisbonne l'année suivante pour devenir chef du protocole adjoint au ministère des Affaires étrangères.

En 1981, il est entré à la mission permanente du Portugal auprès des Nations unies. En 1987, il est rentré au Portugal pour assumer les fonctions de chef de cabinet au secrétariat d'État des affaires étrangères, charge alors occupée par Durão Barroso. Il a obtenu une certaine notoriété en tant que membre de l'équipe des médiateurs qui ont participé au processus de paix en Angola, tout d'abord dans les négociations des accords de Bicesse en mai 1991, qui ont conduit à la paix entre le MPLA et l'UNITA, puis à la tête de la mission temporaire du Portugal auprès de la commission conjointe politico-militaire qui avait pour mission de veiller au respect des accords de paix en Angola. Il est devenu ambassadeur en 1994 et en 1997, il est de nouveau parti pour New York où il a été représentant permanent du Portugal auprès de l'ONU, présidant le Conseil de sécurité durant la période où le Portugal y a occupé un siège en tant que membre non permanent (1997-1998). Son passage par New York comme ambassadeur a coïncidé avec le climat d'instabilité vécu au Timor oriental en septembre 1999, après la tenue du référendum pour l'indépendance de la province indonésienne. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Pedro Santana Lopes.

MONTEIRO, Manuel Fernando da Silva

Né à Lisbonne en 1962, il a adhéré au CDS alors qu'il n'avait que 13 ans et fréquentait le lycée Passos Manuel. Il est parvenu à la direction de la Jeunesse centriste en 1981 et a assumé la présidence de cette structure en 1990. Devançant Basílio Horta, il a pris la tête du CDS, avec le soutien d'Adriano Moreira, lors d'un congrès tenu à Lisbonne en mars 1992. Il avait alors 29 ans. Sous sa direction, on a ajouté le sigle PP de Parti populaire à l'abréviation CDS. Il tenait alors un discours de rupture par rapport aux générations précédentes qui avaient dirigé le parti, notamment sur les questions européennes. Il était totalement opposé au fédéralisme et soutenait une Europe des nations où la souveraineté de chaque État devait être préservée. Il désapprouvait le traité de Maastricht et l'Union économique et monétaire, défendant la thèse que les États membres pourraient adopter, facultativement, des politiques définies en commun.

Défenseur de l'organisation d'un référendum pour la ratification du traité de Maastricht, il a mis en place une consultation interne à propos du traité sur l'Union européenne qui a vu 90 % des militants du parti rejeter le traité. À la suite de ces résultats, Freitas do Amaral a démissionné du parti, suivi par les députés européens Luís Beiroco et Carvalho Raposo. Manuel Monteiro a été élu député au Parlement européen aux élections de 1994. Il a laissé la direction du parti en 1998 à Paulo Portas. Trois ans plus tôt, des divergences étaient déjà apparues entre Manuel Monteiro et son successeur. Manuel Monteiro a quitté le CDS-PP en février 2003 et a fondé un nouveau parti appelé Nouvelle démocratie.

MORAIS, António Trigo de

Ingénieur, inspecteur supérieur, il a été le directeur général de la JAOHA. En novembre 1949, la JAOHA a été intégrée à la direction générale des services hydrauliques et Trigo de Morais en a pris la direction. Cet ancien fonctionnaire de l'outre-mer a été délégué du Portugal à la commission coloniale de l'OECE. Il a été nommé membre permanent de la CTCEE en tant que représentant du MOP et a assumé la présidence de la sous-section chargée des équipements agricoles, industriels et de transport de la CTCEE.

MOREIRA, Adriano José Alves

Né à Grijó, commune de Macedo de Cavaleiros, le 15 septembre 1922, il a obtenu en 1944 un diplôme en sciences historiques et juridiques à l'université de Lisbonne et est entré en 1947, aux archives générales du casier judiciaire où il a été chef de section. Parallèlement, il a collaboré avec l'Institut de la conférence de l'ordre des avocats. Il a obtenu un doctorat à l'Institut supérieur de sciences sociales et politiques de l'outre-mer (ISCSPU) et un autre à l'Université Complutense de Madrid. Il a également exercé la profession d'avocat et, en tant que tel, a travaillé à Standard Electric. Il a été arrêté par la PIDE à la fin des années 40 après avoir témoigné en faveur de la famille du général Godinho dans le procès que celle-ci avait intenté contre l'État après la mort du général – adversaire du ministre de la Défense Santos Costa – à la prison de Trafaria. À partir de 1950, il a enseigné à l'Institut supérieur des études d'outre-mer et a travaillé dans plusieurs commissions de l'ONU entre 1955 et 1960.

Il a été nommé sous-secrétaire d'État à l'outre-mer en mars 1960 et est devenu ministre de l'Outre-Mer après la tentative de coup d'État de Júlio Botelho Moniz en avril 1961. Il s'est ensuite retiré du gouvernement, constatant l'impossibilité de mener à bien son projet d'autonomie progressive des colonies, après avoir aboli le statut du travail indigène et établi le code du travail rural. Il est demeuré à l'ISCSPU et a poursuivi sa collaboration avec Standard Electric durant les années 60 mais a été écarté de la direction de l'institut d'enseignement à l'époque marcelliste du fait d'un désaccord avec le ministre de l'Éducation de l'époque, José Hermano Saraiva. Durant les années 60, il a été également membre et président du centre européen de documentation et d'information. Après la révolution du 25 avril, il a perdu tous ses droits et s'est exilé au Brésil où il a été professeur titulaire à l'université pontificale catholique de Rio de Janeiro. Après son retour au Portugal, il a été invité à adhérer au CDS, parti qu'il a présidé de 1986 à 1988.

Dans un débat né au Portugal sur l'expression «fédéralisme», Adriano Moreira a estimé, dans un discours prononcé lors d'un congrès du CDS organisé à Póvoa do Varzim en janvier 1992, que l'on ne devait pas avoir peur du mot «fédéralisme», dans la mesure où la tendance était à une plus grande indépendance entre les pays européens sur les questions de défense. Il a toutefois souligné qu'il était «nécessaire qu'il y ait une solidarité entre les peuples et qu'il n'y ait pas de hiérarchie entre les États européens». Parmi tous les

ouvrages qu'il a publiés, il faut mentionner *A Europa em Formação (L'Europe en formation)*, publié en 1974, et qui est le fruit de la thèse de doctorat qu'il a défendu à l'Université Complutense de Madrid.

MOURA, Francisco José Cruz Pereira de

Né le 17 avril 1925, il a obtenu un diplôme en finances et économie à l'Institut supérieur de sciences économiques et financières. Il a été professeur à l'Institut supérieur de service social de Lisbonne de 1957 à 1968, secrétaire général du 2nd congrès de l'industrie portugaise en 1957, procureur à la Chambre corporative de 1957 à 1965 et directeur du centre d'études en économie appliquée de l'association industrielle portugaise de 1958 à 1967. Il s'est présenté comme député sur les listes de la Commission démocratique électorale (Mouvement démocratique portugais) en 1969.

En 1973, alors qu'il était déjà professeur titulaire à l'Institut supérieur d'économie, le gouvernement l'a démis de ses fonctions à cause de sa présence à la Chapelle du rat pour les célébrations de la journée de la paix. Auteur de différents ouvrages sur l'évolution de l'économie portugaise, Pereira de Moura a joué un rôle décisif dans la divulgation des théories keynésiennes au Portugal.

Après le 25 avril 1974, Francisco Pereira de Moura a retrouvé son poste à l'Institut supérieur d'économie. Il est décédé à Lisbonne en 1998.

MOURA, Joaquim Augusto Nunes de Pina

Né à Loriga, commune de Seia, le 22 février 1952, il s'est inscrit à l'université de Porto où il a fréquenté les cours d'ingénierie mécanique et a adhéré au PCP, prenant la direction de l'Union des étudiants communistes. Il a participé au congrès de l'Opposition démocratique à Aveiro, en 1973. Avec la révolution du 25 avril, il est parvenu à obtenir une certaine visibilité dans les structures du PCP, accédant au comité central dans les années 80. Il a obtenu un diplôme en économie à l'Institut supérieur d'économie durant les années 80. Il a quitté le PCP en 1991, lorsque sont apparues des dissidences au sein du parti avec l'ouverture des pays de l'Est au multipartisme. L'année suivante, il a commencé à se rapprocher du PS. En 1995, il est entré dans le gouvernement en tant que secrétaire d'État à la présidence et est devenu, en 1997, ministre de l'Économie, charge qu'il a cumulée avec celle de ministre des Finances de 1999 à 2001. Il a quitté le gouvernement en 2001 et en 2004, il a assumé la présidence d'Iberdrola au Portugal et est ainsi devenu administrateur de GALP, étant donné que l'entreprise espagnole participait au capital de la société pétrolière nationale.

MOURA, Maria Teresa Quintela Pinto Bessa Pereira de

Née le 30 août 1948 à Paço d'Arcos, elle a obtenu une licence en économie à l'Institut supérieur de sciences économiques et financières et est entrée, avant le 25 avril, au secrétariat technique de la présidence du Conseil des ministres. Elle a été membre du secrétariat à l'intégration européenne où elle a collaboré avec António Marta. Dans les années 80, elle est passée par la direction générale des affaires communautaires, organisme dont elle a été sous-directrice à partir de 1984. En 1998, elle a été nommée responsable de la direction générale des relations internationales au ministère de l'Économie après être passée, en 2000, par la direction générale des Affaires européennes et des relations internationales au ministère des Finances. Elle a remplacé Francisco Seixas da Costa au secrétariat d'État des Affaires européennes en mars 2001 et est demeurée à ce poste jusqu'à la démission du gouvernement Guterres en 2002.

MURTEIRA, Mário

Il a obtenu un diplôme en économie à l'Institut supérieur de sciences économiques et financières (ISCEF) en 1956. Il a été assistant à l'Institut national de recherche industrielle durant quatre ans et a enseigné à l'ISCEF entre 1961 et 1962, démissionnant du poste d'assistant lors de la crise universitaire de 1962. Il a collaboré au Fonds de développement de la main d'œuvre et a été l'un des fondateurs et directeur de la coopérative Pragma. Il a également été membre du conseil de direction de la revue *O Tempo e o Modo* durant les premières années de sa parution. Il a appartenu au conseil d'administration de la CP entre 1969 et

1973. En 1970, il a passé son doctorat et est devenu, en 1973, professeur titulaire à l'Université nouvelle de Lisbonne. Après le 25 avril, il a été nommé ministre des Affaires sociales dans le I^{er} gouvernement provisoire de Palma Carlos. Il a retrouvé un poste au gouvernement le 26 mars 1975, assumant le portefeuille de la planification et de la coordination économique dans le gouvernement de Vasco Gonçalves, puis celui de l'économie en mai 1975. Il a également été nommé vice-gouverneur de la Banque du Portugal le 14 mars 1975. Son passage au gouvernement a été marqué par le processus de nationalisation des banques et des entreprises industrielles et de services considérées comme stratégiques, après les événements du 11 mars. Il s'est affilié à l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste en 1976.

NEVES, Carlos Henrique da Costa

Né à Angra do Heroísmo, aux Açores, le 16 juin 1954, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne. Il a été élu député à l'Assemblée législative régionale en 1980 et, l'année suivante, nommé secrétaire régional des affaires sociales. Toujours dans les années 80, il est entré au gouvernement comme secrétaire régional à la santé, aux affaires sociales et à l'administration interne. Entre 1992 et 1994, il a été le plus haut responsable de la compagnie aérienne régionale SATA. En 1997, après avoir été élu député européen, il a accédé à la direction du PSD/Açores alors que ce parti était déjà dans l'opposition sur l'archipel. En 2002, il a été nommé secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le gouvernement Durão Barroso puis, dans le gouvernement de Pedro Santana Lopes, il s'est vu confier le ministère de l'Agriculture.

NEVES, Fernando de Mendonça d'Oliveira

Né à Lisbonne le 25 janvier 1947, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne. Il a débuté sa carrière en tant que diplomate en 1975, entrant dans le service chargé de l'adhésion du Portugal à la CEE. Il a été secrétaire à la mission permanente auprès de l'ONU entre 1978 et 1981, puis est devenu chef de cabinet du secrétaire des affaires étrangères, charge où il est demeuré jusqu'en 1982. Après un passage à l'ambassade de Washington, en tant que secrétaire, entre 1982 et 1986, il a assumé les mêmes fonctions à la représentation permanente du Portugal auprès des Communautés européennes à Bruxelles jusqu'en 1990. Il a participé au groupe de travail qui a préparé la logistique de la présidence portugaise des Communautés européennes et à la commission de gestion du Centre culturel de Belém en 1990. De 1992 à 1994, il a dirigé l'Institut de coopération économique, passant en 1994, par la direction de l'unité de politique étrangère et de sécurité commune du secrétariat général du Conseil des ministres de l'Union européenne. Il a pris part à la question maubère en tant que chargé de mission pour la question du Timor entre 1997 et 1999. En 2000, il a été porte-parole durant la seconde présidence portugaise de l'Union européenne et ambassadeur à Luanda, Dublin et La Haye entre 2001 et 2005. Il a été nommé secrétaire d'État aux affaires européennes dans le XVII^e gouvernement de José Sócrates et est demeuré à ce poste jusqu'en juillet 2006.

NOGUEIRA, Alberto Marciano Gorjão Franco

Né à Vila Franca de Xira le 17 septembre 1918, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne en 1940. Encore étudiant, il a été secrétaire de la commission administrative de l'association des étudiants, nommée en 1938 par le ministre de l'Éducation Carneiro Pacheco. En 1941, il a réussi un concours d'attaché de liaison au ministère des Affaires étrangères et est parti pour Tokyo en octobre 1945.

Franco Nogueira a été le dernier ministre des Affaires étrangères de Salazar, nommé en 1961, après la tentative de coup d'État de Botelho Moniz. À l'Assemblée nationale et hors de celle-ci, il a été un ardent partisan de la politique coloniale salazariste, défendant de façon intransigeante le maintien, à tout prix, des possessions portugaises en Afrique.

Surnommé chef de l'aile anti-européenne du régime, il n'acceptait en matière européenne que des accords limités et aucun type d'unification.

Il est décédé à Lisbonne le 14 mars 1993.

OLIVEIRA, José Gonçalo da Cunha Sotto-Mayor Correia de

Il a obtenu un diplôme en sciences juridiques à la faculté de droit de l'université de Lisbonne en 1944 et a commencé sa carrière en tant que technicien du CTC. En 1948, il est devenu directeur du cabinet d'études du CTC et, l'année suivante, il a assumé la vice-présidence de ce conseil. Voir J. M. Brandão de Brito, *Oliveira, José Gonçalo da Cunha Sotto-Mayor Correia de* in DHEN, p. 685-687 et Manuel de Lucena, *Oliveira, José Gonçalo da Cunha Sottomayor Correia de* in DHP, p. 631-639.

OLIVEIRA, Luís Francisco Valente de

Né à S. João da Madeira en 1937, il a obtenu un diplôme en ingénierie civile en 1961 à l'université de Porto, institution où il a obtenu son titre de docteur en 1973. Il a étudié la planification et le développement régional à l'*Institute of Social Studies*, à La Haye en 1969 et, deux ans plus tard, il a obtenu le diplôme de Master of Science en transports à l'*Imperial College* de l'université de Londres. Il a dirigé le cabinet technique de la commission de planification de la région Nord entre 1973 et 1975 et est devenu professeur à l'université de Porto à partir de 1975. Il a poursuivi ses activités professionnelles à la commission de coordination de la région Nord, organisme qu'il a dirigé de 1979 à 1985. Il a connu sa première expérience au gouvernement entre 1978 et 1979, lorsqu'il a été appelé par le Premier ministre Carlos Mota Pinto au ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique dans le IV^e gouvernement constitutionnel.

En tant que ministre de la Planification et de l'Administration du territoire de 1985 à 1995 dans les X^e, XI^e et XII^e gouvernements constitutionnels de Cavaco Silva, il a été chargé des négociations à Bruxelles des montants du Fonds européen de développement régional (FEDER). En 2002, il est entré dans le XV^e gouvernement constitutionnel de Durão Barroso, au ministère des Travaux publics et des Transports, charge qu'il a quittée en avril 2003. À signaler encore dans son parcours, des postes de représentant auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques et au Conseil de l'Europe ainsi que son passage par le conseil d'administration de la fondation Serralves.

PATRÍCIO, Rui Manuel Medeiros d'Espiney

Originaire de Lisbonne, il a obtenu en 1955 un diplôme en droit à la faculté de Lisbonne avec une moyenne de 18. L'année suivante, il s'est spécialisé en sciences philosophiques et économiques avec des notes semblables. Entre 1956 et 1957, il a été collaborateur au cabinet de l'outre-mer. De 1958 à 1964, il a assumé des fonctions de professeur à la faculté de droit de l'université de Lisbonne, enseignant l'économie politique, les finances, le droit fiscal, le droit corporatif, le droit constitutionnel et le droit international public. Par la suite, il a également enseigné l'organisation et l'administration d'entreprises à l'Institut d'études sociales. Membre du groupe de travail n°8, il s'est occupé des questions de financement de la commission de coordination des services provinciaux de planification et d'intégration économique et a collaboré à la création de la section chargée de l'outre-mer du plan intermédiaire de développement.

En 1961, il a fait partie de la délégation nationale envoyée au Danemark, au congrès de la chambre de commerce internationale, et deux ans plus tard, au congrès mondial du pétrole organisé en Allemagne. En 1964, il a été représentant à Paris et a participé, pour le ministère de l'Éducation nationale, à la conférence de l'OCDE consacrée à des discussions sur le financement de l'enseignement. De 1965 à 1970, il a occupé le poste de sous-secrétaire d'État au développement de l'outre-mer et de 1969 à 1970, il a présidé, de façon temporaire, aux destinées du sous-secrétariat d'État aux affaires étrangères pour ensuite être nommé à ce poste. Il est devenu ministre des Affaires étrangères le 15 janvier 1970.

Il a reçu les insignes de Grand-croix de l'ordre militaire du Christ, Grand officier de l'ordre militaire du Christ, Grand-croix de l'ordre de la couronne du chêne (Luxembourg), Grand-croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne), Grand-croix de l'ordre de la croix du Sud (Brésil) et grand officier de l'ordre du mérite (RFA).

PEREIRA, André Roberto Delaunay Gonçalves

Né à Lisbonne le 26 juillet 1936, il a achevé sa formation en droit à l'université de Lisbonne en 1958 et a

obtenu son doctorat quatre ans plus tard dans la même université, commençant alors sa carrière académique dans ce même organisme. Il a été délégué du Portugal à l'Assemblée générale des Nations unies entre 1959 et 1966 et a exercé les mêmes fonctions dans d'autres organismes tels que l'Assemblée générale de l'UNESCO ou les réunions des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Il était spécialiste des questions de droit international et constitutionnel, sur lesquelles il a publié un certain nombre d'ouvrages. Il a été nommé ministre des Affaires étrangères dans les VII^e et VIII^e gouvernements constitutionnels conduits par Francisco Pinto Balsemão. En 1995, il a été nommé représentant personnel du ministre des Affaires étrangères Durão Barroso, dans le groupe qui devait préparer la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de la révision du traité sur l'Union européenne.

PEREIRA, Pedro Teotónio (1902-1972)

Titulaire d'un diplôme en mathématiques obtenu à l'université de Lisbonne, il a été sous-secrétaire d'État aux corporations et à la sécurité sociale entre le 11 avril 1933 et le 3 janvier 1936. En juin 1933, il a conduit la délégation portugaise qui s'est rendue à Genève pour participer à la conférence internationale du travail. Entre le 18 janvier 1936 et le 13 décembre 1937, il a assumé le portefeuille du commerce et de l'industrie. Il a ensuite été nommé agent spécial du gouvernement portugais auprès du généralissime Franco, puis le 11 juin 1938, il est devenu ambassadeur du Portugal en Espagne. C'est encore en tant que diplomate que le 19 octobre 1945, il a été transféré d'Espagne au Brésil (Rio). En juin 1947, il a pris la tête de la représentation diplomatique portugaise à Washington [présidence Truman]. Il est demeuré à Washington jusqu'en 1949 puis est rentré au Portugal. Il a administré la fondation Calouste Gulbenkian jusqu'en novembre 1972.

PEREIRA, Vasco Luís Caldeira Coelho Futscher

Né à Lisbonne le 3 février 1922, il a obtenu un diplôme en sciences historiques et philosophiques à l'université de Coimbra, puis s'est engagé dans la carrière diplomatique. Il a été consul du Portugal au Maroc ainsi qu'au Zaïre et à S. Francisco. Ambassadeur à Bonn lorsqu'a éclaté la révolution du 25 avril, il a été le premier diplomate à exprimer son soutien au MFA et à demander la reconnaissance du nouveau régime à la RFA. Il a été envoyé au Brésil en pleine période révolutionnaire puis aux Nations unies en 1978 où il a été l'un des artisans de l'élection du Portugal au Conseil de sécurité, organisme dont il a été président durant deux mandats. En 1982, il a assumé le portefeuille des affaires étrangères dans le VIII^e gouvernement constitutionnel, appelé par Pinto Balsemão pour remplacer André Gonçalves Pereira. Il est décédé à Lisbonne le 20 août 1984.

PESSOA, Albino Cabral

Représentant auprès de l'OECE, spécialiste des questions bancaires, secrétaire de la commission technique de coopération économique extérieure (octobre 1959), il a été désigné par l'ambassade du Portugal à Washington comme observateur aux réunions du FMI et de la Banque mondiale.

PINTASILGO, Maria de Lurdes Ruivo da Silva Matos

Né à Abrantes le 18 janvier 1930, elle a obtenu un diplôme en ingénierie chimique et industrielle à l'Institut supérieur technique en 1953 et a été invitée à prendre la direction, l'année suivante, de projets au département d'études et de projets de la CUF. Durant les années 50, elle a joué un rôle important dans différents mouvements catholiques: elle a présidé la Pax Romana en 1955, a adhéré au mouvement international des étudiants catholiques en 1956 et a promu, au Portugal, le mouvement du Graal en 1957. En 1969, elle a été désignée procureur à la chambre corporative, institution où elle est demeurée jusqu'au 25 avril 1974. Toute sa vie, elle a défendu la condition féminine et en 1970, elle a présidé la commission internationale sur la politique sociale relative à la femme.

Après le 25 avril, elle a été nommée secrétaire d'État à la sécurité sociale dans le I^{er} gouvernement provisoire de Palma Carlos. Elle a été ministre des Affaires sociales dans les II^e et III^e gouvernements

provisoires conduits par Vasco Gonçalves et a également pris la tête du secrétariat d'État aux affaires culturelles et à la recherche scientifique entre mai 1974 et mars 1975. Elle a été co-rédactrice du plan de développement économique et social. L'année suivante, elle a été nommée ambassadeur du Portugal à l'UNESCO à Paris. Elle a été Premier ministre du V^e gouvernement constitutionnel d'initiative présidentielle entre 1979 et 1980. En 1986, elle s'est présentée aux élections présidentielles comme candidate indépendante mais n'est pas parvenue au second tour. L'année suivante, elle a été élue députée au Parlement européen lors des premières élections européennes au Portugal. À la fin des années 80 et dans les années 90, elle a participé à différents organismes prospectifs européens et internationaux tels que le Comité des Sages de la Commission de l'Union européenne en 1995, le Club de Rome en 1996 et la commission indépendante pour la population et la qualité de vie en 1997. L'année suivante, elle est entrée au conseil d'éthique pour les sciences de la vie.

Elle est décédée à Lisbonne le 9 juillet 2004.

PINTO, Carlos Alberto da Mota

Né à Pombal le 25 juillet 1936, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra en 1958 et a débuté sa carrière académique comme assistant dans cette même institution en 1961. Il a obtenu le titre de docteur en 1970 et a exercé les fonctions de vice-recteur de l'université de Coimbra entre mai 1974 et janvier 1975, après avoir fondé le PPD, en 1974. Il a occupé un siège de député à l'Assemblée constituante entre juin 1975 et avril 1976. L'année précédente, il avait pris ses distances du PPD lors du congrès d'Aveiro. Il a été nommé ministre du Commerce et du Tourisme dans le I^{er} gouvernement constitutionnel de Mário Soares, en mars 1977. Il a été Premier ministre du IV^e gouvernement constitutionnel d'initiative personnelle entre 1978 et 1979 et a été élu député de la circonscription électorale de Coimbra aux législatives de 1983. Il a pris la tête du PSD un an plus tard au XI^e congrès du parti tenu à Braga. Il a été vice-Premier ministre et ministre de la Défense dans le IX^e gouvernement constitutionnel conduit par Mário Soares et résultant d'une coalition PS-PSD. Il a quitté la direction du PSD au congrès de Figueira da Foz avec l'arrivée de Cavaco Silva. Il est décédé le 7 mai 1985 à Coimbra.

PINTO, Clotário Luís Supico Ribeiro

Titulaire d'un diplôme en droit obtenu à l'université de Lisbonne, il a été ministre de l'Économie entre le 6 septembre 1944 et le 4 février 1947, député à l'AN durant la II^e législature et vice-président du conseil technique corporatif du commerce et de l'industrie entre 1936 et 1940. Le 28 août 1940, il a été nommé sous-secrétaire d'État aux finances et a occupé ce poste jusqu'en 1944 lorsqu'il a remplacé Rafael Duque au ministère de l'Économie. Il est demeuré dans ces fonctions jusqu'au remaniement ministériel de février 1947. Sa nomination au ministère des Affaires étrangères en février 1947 a reçu le «veto» de Santos Costa (Franco Nogueira, Salazar, Vol. IV – *O Ataque (1945-1958) (L'attaque)*, Livraria Civilização Editora, Porto, 3^e éd., 1986, p. 61-67). Il n'a plus retrouvé de charge au gouvernement mais est demeuré très proche d'Oliveira Salazar. Sa carrière politique s'est poursuivie au sein de la CC et de l'UN.

PIRES, Francisco Lucas

Né à Coimbra en 1944, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra. Il s'est affilié au CDS en 1975 par l'intermédiaire de Freitas do Amaral, après avoir frayé avec des groupes d'extrême droite alors qu'il était encore à l'université. Il a été élu député pour la première fois en 1976 et est parvenu à la vice-présidence du parti en 1978, après la tenue du III^e congrès du CDS. Il est considéré comme l'un des précurseurs de l'idée d'union des partis de droite qui a conduit à la formation de l'Alliance démocratique en 1979. Il est devenu en 1981 ministre de la Culture et de la Coordination scientifique du VIII^e gouvernement constitutionnel de Francisco Balsemão. Il est parvenu à la présidence du CDS en 1983 après la démission de Freitas do Amaral, mais les mauvais résultats électoraux obtenus aux législatives de 1985 l'ont écarté de la direction du parti.

Après avoir quitté la direction du parti, sa présence au Parlement européen lui a permis d'approfondir une pensée structurée autour de l'idéal européen, au point d'être considéré comme l'un des plus enthousiastes

défenseurs de la construction et de l'intégration européennes. Lors d'un entretien accordé à l'hebdomadaire *Expresso*, le 8 mai 1993, il a défendu le traité sur l'Union européenne indiquant qu'il représentait la « poursuite de la lutte pour la liberté, la démocratie, le développement et la sécurité ». Il est parvenu à la vice-présidence du Parlement européen en 1986 et, en 1987, il a participé aux premières élections européennes organisées au Portugal, en tant que tête de liste CDS. Aux élections européennes de 1994, il s'est présenté comme indépendant sur les listes du PSD. Il avait en effet quitté le CDS en novembre 1992, ne partageant pas les positions sceptiques affichées par Manuel Monteiro sur l'Europe et exprimées, entre autres, lors de la dénonciation du traité de Maastricht. Le 26 janvier 1997, il a annoncé son affiliation au PSD après y avoir longtemps songé. Il a de nouveau été élu cette année-là, à l'unanimité, vice-président du Parlement européen.

Il est décédé le 22 mai 1998.

Parmi les ouvrages qu'il a publiés sur le Portugal et la question européenne, il a laissé des titres comme: *Portugal e o futuro da União Europeia (Le Portugal et l'avenir de l'Union européenne)* ou *Amsterdão: do Mercado à Sociedade Europeia (Amsterdam: du marché à la société européenne)*, paru après sa mort.

PORTAS, Paulo Sacadura Cabral

Né à Lisbonne le 12 septembre 1962, il a commencé très tôt ses activités politiques, entrant à la JSD à 13 ans, pour plus tard adhérer au PSD, parti où il est demeuré jusqu'en 1963. Parallèlement au militantisme politique, il a écrit dans de nombreux journaux comme *Jornal Novo*, *A Tarde* et *Semanário*. Dans l'intervalle, il a obtenu un diplôme en droit à l'université catholique et a fondé avec Miguel Esteves Cardoso, le journal *Independente* dont le premier numéro est sorti en mai 1988 et a acquis sa popularité grâce à ses manchettes dénonçant de présumés cas de corruption impliquant des personnalités des gouvernements Cavaco Silva. Il a fait la connaissance de Manuel Monteiro, futur leader du CDS, avec lequel il partageait un même idéal politique qui passait par une forte contestation du projet européen et de la place qu'y occupait le Portugal.

Il a quitté la direction de l'*Independente* pour se lancer dans la politique en 1995, s'affiliant au CDS – alors dirigé par Manuel Monteiro – et se présentant aux élections législatives la même année. Il est entré en désaccord avec Manuel Monteiro et lui a succédé à la tête du CDS, alors rebaptisé Parti Populaire (PP) lors d'un congrès organisé en mars 1998 à Braga, laissant ainsi une ouverture pour conclure un accord avec le PSD, alors présidé par Marcelo Rebelo de Sousa. L'Alternative démocratique (AD) a pris forme pour se défaire un an plus tard, en mars 1999. Paulo Portas qui, jusqu'alors avait affiché avec véhémence les fortes réserves qu'il nourrissait à l'égard du projet européen, a conduit la liste du PP aux élections européennes de 1999 et a été élu député européen.

La déroute du PS aux élections municipales de 2002 et l'annonce de la démission d'António Guterres ont conduit à la tenue d'élections anticipées, remportées à la majorité absolue par le PSD de Durão Barroso. Le PSD et le CDS-PP se sont mis d'accord pour former un gouvernement de coalition où Paulo Portas est devenu ministre d'État et de la Défense, portefeuille qu'il a conservé dans le gouvernement de Pedro Santana Lopes, formé après le départ de Durão Barroso pour la Commission européenne.

RAMALHO, Alfredo Magalhães

Il a été directeur de l'Aquarium Vasco da Gama – station de biologie maritime (devenue le 1^{er} janvier 1951 l'Institut de biologie maritime). Selon ses termes, l'objectif de sa mission consistait essentiellement à visiter le *California Cooperative Sardine Research Program* et à acquérir une connaissance directe de sujets relatifs à la pêche non d'un point de vue économique, technologique ou industriel mais seulement d'un point de vue scientifique (biologique et océanographique) (ACTCEE 3472, microfilm 326, bande 1, courrier de Magalhães Ramalho à Tovar de Lemos, 22 octobre 1952). Ce programme était parrainé par différents instituts américains (*California Academy of Sciences*, *California Division of Fish and Game*, *Serripps Institution of Oceanography* de l'université de Californie et *US Fish and Wildlife Service*) sous la supervision du *Marine Research Committee*.

RUIVO, Mário João de Oliveira

Né à Campo Maior en 1927, il a obtenu un diplôme en sciences biologiques à l'université de Lisbonne en 1950 et s'est spécialisé en biologie des espèces piscicoles et en écologie marine. La possibilité de poursuivre ses études et la nécessité de fuir la pression de l'État nouveau (il avait été arrêté en tant que membre du MUD des jeunes), l'ont amené à s'exiler. Il a été boursier de l'Institut italien d'hydrobiologie à Pallanza à partir de 1951 et a travaillé au Centre national de recherche scientifique de l'université de Paris. Après son retour au Portugal en 1958, il a occupé des positions importantes dans des organismes nationaux s'occupant de l'étude de la biologie des mers, tels que l'Institut de biologie maritime et la Société portugaise de sciences naturelles. Il est entré au Front patriotique de libération nationale.

De nouveau à l'étranger, il a occupé à partir de 1961 différentes fonctions à la FAO et a fait son entrée au conseil scientifique de l'Institut de biologie de la lagune de Venise en 1972. Il a été choisi par la FAO comme délégué à la conférence de l'ONU sur le Moyen-Orient. Il est devenu secrétaire d'État à la pêche dans le 1^{er} gouvernement provisoire de Palma Carlos et est demeuré à ce poste jusque dans le IV^e gouvernement provisoire, puis a été nommé ministre des Affaires étrangères dans le V^e gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves. Après avoir quitté le gouvernement, il est devenu haut fonctionnaire des organismes qui, au Portugal, assurent la tutelle du secteur de la pêche et de la mer, puis est entré à l'UNESCO en 1985, où il a été secrétaire de la commission océanographique intergouvernementale. C'est lui qui a choisi avec António Mega Ferreira, le thème de l'Expo'98 (les océans). En 2004, il a présidé le comité portugais de la commission intergouvernementale de l'UNESCO, commission dont il était également vice-président.

SAMPAIO, Jorge Fernando Branco

Né à Lisbonne le 18 septembre 1939, il a étudié le droit à l'université de Lisbonne durant la crise universitaire du début des années 60, période durant laquelle il a assumé un rôle de premier plan puisqu'il a été élu président de l'association universitaire de la faculté de droit en 1960 et secrétaire général de la réunion inter-associations (RIA) en 1961 et 1962. Après avoir obtenu son diplôme, il a exercé la profession d'avocat, se distinguant en tant que défenseur de personnalités de l'opposition à l'État nouveau. Il a défendu les prévenus des procès de la «Révolte de la caserne de Beja», de la «Chapelle du rat» ou du «Cas des étudiants». En 1969, il s'est présenté comme député à l'Assemblée nationale sur les listes de la CDE.

Après la chute de l'État nouveau, il a participé à la création du Mouvement de la gauche socialiste (MES) mais a rapidement quitté cette mouvance. Il a participé au mouvement d'intervention socialiste appelé GIS et a été secrétaire d'État à la coopération extérieure dans le IV^e gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves. Son affiliation au PS remonte à 1978. Il a été élu député en 1979 puis une nouvelle fois en 1987. Il est devenu secrétaire général du PS en 1989, année durant laquelle il s'est présenté à la mairie de Lisbonne et a remporté les élections à la tête d'une coalition regroupant socialistes et communistes. Il a été réélu en 1993. Deux ans auparavant, il avait présenté sa démission du poste de secrétaire général du PS après la déroute des élections législatives. Il a disputé l'année suivante la conduite du parti à António Guterres qui lui a succédé à la tête du PS. En 1995, il s'est présenté à la présidence de la République, l'emportant aux élections de janvier 1986 sur son rival Aníbal Cavaco Silva. Il sera réélu en 2001.

SANTOS, Fernando Teixeira dos

Né à Porto en 1951, il a obtenu un diplôme en économie à l'université de Porto et son doctorat en économie à l'université de Caroline du Sud en 1986. Après avoir terminé ses études à Porto, il s'est consacré à l'enseignement à l'université de Porto, parvenant à la présidence du conseil scientifique et du comité directeur de cette institution dans les années 90. Il a présidé la commission chargée du marché des valeurs mobilières entre 2000 et 2005. Il avait été auparavant secrétaire d'État aux finances et au Trésor de 1995 à 1999, dans le XIII^e gouvernement dirigé par António Guterres. En juillet 2005, il a été nommé ministre des Finances du gouvernement de José Sócrates.

SARMENTO, Albano do Carmo Rodrigues

Sous-secrétaire d'État au commerce et à l'industrie entre le 6 septembre 1944 et le 11 février 1946, il a été remplacé par Francisco Teixeira de Queirós de Castro Caldas qui a occupé ce poste du 11 février 1946 au 4 février 1947.

SILVA, Aníbal António Cavaco

Né à Boliquite le 15 juillet 1939, il a obtenu un diplôme en finances à l'Institut supérieur de sciences économiques et financières (ISCEF) en 1964. Après avoir effectué son service militaire au Mozambique, il a débuté une carrière universitaire comme professeur à l'ISCEF. Il a obtenu son doctorat à l'université de York (Royaume-Uni) en 1973. En 1974, il est retourné à l'ISCEF et en 1975, il a commencé à enseigner à l'université catholique. Il est entré au cabinet d'études de la Banque du Portugal, dont il a été directeur. Il a été l'un des co-fondateurs en 1979, de la faculté d'économie de l'Université nouvelle de Lisbonne. Il a adhéré au PPD en 1974 et est devenu ministre des Finances du VI^e gouvernement constitutionnel soutenu par l'Alliance démocratique et conduit par Sá Carneiro mais a quitté ce poste en 1980 à la mort du Premier ministre. En 1985, il a pris la tête du PSD au congrès de Figueira da Foz et a retiré le soutien de son parti au gouvernement du bloc central, formé en coalition avec le PS, ce qui a entraîné la convocation de nouvelles élections législatives. Après avoir remporté ces élections (pas à la majorité absolue), le PSD a constitué le X^e gouvernement constitutionnel dont Cavaco Silva a été Premier ministre. Une motion de censure présentée par le PRD à l'Assemblée de la République a fait tomber ce gouvernement et a entraîné la convocation de nouvelles élections législatives en 1987, remportées de nouveau par le PSD, cette fois à la majorité absolue.

L'arrivée de Cavaco Silva au pouvoir a coïncidé avec les premières années de l'adhésion du Portugal à la CEE qui ont été marquées par un afflux énorme de fonds communautaires destinés à moderniser l'économie portugaise et les infrastructures. Les élections législatives de 1991 ont de nouveau été remportées par le PSD, encore à la majorité absolue, ce qui a permis à Cavaco Silva de former le XII^e gouvernement constitutionnel. C'est ce gouvernement qui a ratifié le traité de Maastricht et a inclus l'escudo dans le mécanisme des changes du système monétaire européen. Au premier semestre 1992, ce même gouvernement a assumé, pour la première fois, la présidence tournante du Conseil des ministres de l'Union européenne. En 1995, Cavaco Silva a annoncé son intention de ne pas demeurer à la tête du PSD aux élections législatives suivantes. Le PS a remporté ces élections organisées en octobre 1995 et a constitué un gouvernement et en janvier 1996, Cavaco Silva a perdu le duel des présidentielles derrière Jorge Sampaio.

SOARES, Mário Alberto Nobre Lopes

Fils du professeur et homme politique João Lopes Soares, il est né à Lisbonne le 7 décembre 1924. En 1951, il a obtenu un diplôme en sciences historiques et philosophiques à la faculté des lettres de l'université de Lisbonne, devenant professeur et directeur du Collège moderne, fondé par son père. Opposant à l'État Nouveau, il a été membre du Mouvement d'unité nationale anti-fasciste (MUNAF), a rejoint la direction du Mouvement pour l'unité démocratique (MUD) en 1943 et a été à l'origine du MUD des jeunes en 1946.

Secrétaire de la commission centrale pour la candidature de Norton de Matos en 1949, il a également fait partie du directoire démocratico-social en 1955 et a soutenu la candidature d'Humberto Delgado à la présidence de la République en 1958. En 1957, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Lisbonne et a exercé la profession d'avocat les années suivantes. Il s'est consacré à la défense des prisonniers politiques à la Cour plénière et au Tribunal militaire spécial. Plusieurs fois arrêté par la PIDE du fait de ses activités contre le régime, il a fini par être déporté à Sao Tomé en 1968 et s'est exilé en France en 1970. Durant cette période d'exil, il a enseigné à l'université de Vincennes (Paris VIII), à la Sorbonne (Paris IV) et à la faculté des lettres de l'université de Haute-Bretagne à Rennes.

En 1973, il a été élu secrétaire général du Parti socialiste (PS), constitué à partir du congrès de l'Action socialiste portugaise organisé en Allemagne en 1973.

De retour au Portugal après la révolution du 25 avril 1974, il a été ministre des Affaires étrangères des trois

premiers gouvernements provisoires et a occupé le poste de ministre sans portefeuille dans le IV^e gouvernement provisoire mais en a démissionné pour protester contre le cas «República».

En 1976, il a été nommé Premier ministre du I^{er} gouvernement constitutionnel, fonctions qu'il a occupées jusqu'en 1978. Cette période a été marquée par un emprunt au Fonds monétaire international afin de stabiliser l'activité économique portugaise, par le retour des Portugais des anciennes colonies et par les premières réformes législatives du nouvel appareil démocratique prévu par la Constitution approuvée en 1976.

Mário Soares a également été Premier ministre du IX^e gouvernement constitutionnel (coalition PS/PSD), de 1983 à 1985, période durant laquelle se sont conclues les négociations pour l'intégration du Portugal à la CEE, résultant de la signature du traité d'adhésion en 1985. Après la rupture de la coalition gouvernementale, Soares a été candidat à la présidence de la République et a remporté les élections en février 1986, devenant ainsi le premier civil président de la République du régime démocratique de l'après-25 avril. En 1991, il a été réélu pour un nouveau mandat de cinq ans.

SOUSA, José Sócrates Carvalho Pinto de

Il est né à Vilar de Maçada, commune d'Alijó, le 6 septembre 1957. Après un passage éclair par la JSD, après le 25 avril, il s'est affilié au PS en 1981 et c'est pour ce parti qu'il a été élu député aux législatives de 1987. Il a obtenu un diplôme en ingénierie civile à l'Université indépendante. L'arrivée du PS au gouvernement en 1995, avec à sa tête António Guterres, a porté José Sócrates au secrétariat d'État à l'environnement. Il est également devenu ministre adjoint du Premier ministre en 1997, après le départ du gouvernement d'António Vitorino. En 1999, après la seconde victoire du PS aux législatives, on lui a confié le ministère de l'Environnement, après un passage par le ministère des Équipements sociaux lorsque Ferro Rodrigues a quitté le gouvernement en 2002. En septembre 2004, il a été élu secrétaire général du PS lors d'élections qui ont vu la défaite de Manuel Alegre et de João Soares. En février 2005, il a conduit le PS à la victoire avec, pour la première fois, la majorité absolue aux législatives, et a été nommé Premier ministre du XVII^e gouvernement constitutionnel.

SPÍNOLA, António Sebastião Ribeiro de

Né à Estremoz le 11 avril 1910, il a commencé sa formation au Collège militaire et a fréquenté l'École militaire où il a suivi le cursus de cavalerie. Il est devenu sous-lieutenant en 1933. En 1945, après avoir été promu capitaine, il a effectué son service militaire à l'état-major du commandement militaire des Açores. À côté de sa carrière militaire, il s'est lancé dans des activités civiles, se tournant vers les entreprises. Il est entré au conseil d'administration de la sidérurgie nationale dans les années 50. En 1961, année durant laquelle a éclaté la guerre coloniale, Spínola est parti pour l'Angola comme volontaire et en est revenu en 1964. En 1968, le général de brigade d'alors a été nommé gouverneur et commandant en chef des forces armées de Guinée. Là, il a essayé de détruire le PAIGC, ne se limitant pas à des actions militaires mais agissant surtout d'un point de vue social et politique auprès des populations afin de priver ce mouvement nationaliste du soutien populaire dont il jouissait jusqu'alors. L'application de cette technique n'a pas empêché en novembre 1970 une attaque à la Guinée-Conakri, le sanctuaire des forces de la guérilla. Face à l'impossibilité de réaliser l'objectif qu'il s'était fixé et ne se sentant pas soutenu dans ses initiatives par le gouvernement de Lisbonne, il n'a pas accepté de demeurer en Guinée comme on le lui avait proposé en septembre 1973.

De retour au Portugal, il a publié le livre *Portugal e o futuro (Le Portugal et l'avenir)*, qui consacre la thèse d'une sortie politique au problème colonial avec la proposition d'un statut fédéral pour les provinces et, à terme, leur autodétermination, ce qui lui a valu de perdre son titre de vice-chef d'état-major des forces armées. Après le 25 avril, il est devenu membre de la Junte de Salut national et président de la République, charge dont il sera écarté le 30 septembre 1974 du fait des événements du 28 septembre. Depuis son exil, il a commandé les mouvements militaires qui ont donné lieu aux événements du 11 mars 1975 et a créé, en juillet, le Mouvement démocratique de libération du Portugal, organisation anarchiste qui a disparu après le 25 novembre. De retour d'exil en août 1976, il a été emprisonné durant deux jours. Il a été promu au grade

de maréchal en 1982 et est décédé le 13 août 1996.

TOMÁS, Américo de Deus Rodrigues

Il a conduit le ministère de la Marine du 6 septembre 1944 au 10 mai 1958, succédant à ce poste à Manuel Ortins de Bettencourt (ministre du 18 janvier 1936 au 6 septembre 1944) dont il avait été chef de cabinet.

VILAÇA, José Luís da Cruz

Né à Braga, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra et a suivi une spécialisation en sciences politiques et économiques et droit fiscal. Il a obtenu son doctorat en économie internationale à l'université de Paris et a été fondateur et directeur de l'Institut d'études européennes de l'université Lusíada. Militant du CDS, il a été secrétaire d'État à l'administration interne en 1980 dans le gouvernement Sá Carneiro et, l'année suivante, secrétaire d'État auprès de la présidence du Conseil des ministres dans le gouvernement Pinto Balsemão. Avocat général à la Cour de justice des Communautés européennes en 1989, il a été nommé président du tribunal de première instance de la CEE.

VITORINO, António Manuel de Carvalho Ferreira

Né à Lisbonne le 12 janvier 1957, il s'est affilié au PS quelques jours après le 25 avril 1974 alors qu'il étudiait au lycée Camões, à Lisbonne. Il s'est inscrit à la faculté de droit de l'université de Lisbonne et a adhéré successivement à différentes formations politiques de gauche dont le Front socialiste populaire qu'il a fondé en 1975, le mouvement socialiste unifié en 1976 et l'Union de gauche pour la démocratie et le socialisme (UEDS). Après ses études, il est devenu assistant à la faculté de droit. Il a été élu député sur les listes du Front républicain et socialiste qui rassemblait le PS, l'UEDS et l'Association sociale démocrate indépendante (ASDI). En 1983, il a participé au gouvernement du bloc central en tant que secrétaire d'État aux affaires parlementaires et s'est éloigné de l'UEDS, s'attachant définitivement au PS en 1985. En 1986, il a été appelé par le président de la République, Mário Soares, à assumer le portefeuille de l'administration interne du gouvernement de Macao, une expérience qui a duré 18 mois. En 1989, il a été élu juge à la Cour constitutionnelle et, en 1994, il a conduit la liste du PS aux élections européennes après le refus de Vítor Constâncio. Avec la victoire socialiste aux élections législatives de 1995, il est devenu ministre de la Présidence et de la Défense.

ZENHA, Francisco Salgado

Né à Braga le 2 mai 1923, il a obtenu un diplôme en droit à l'université de Coimbra. Adhérant au Parti communiste, il a commencé ses activités politiques dans l'opposition à l'État nouveau en 1940. En 1944, il a été élu président de l'Association universitaire de Coimbra (AAC). Cette direction sera écartée pour avoir mis en œuvre une décision de la Grande assemblée de l'université qui avait refusé une invitation du recteur. En effet, celui-ci souhaitait que les étudiants se rendent à Lisbonne pour remercier Salazar de la neutralité portugaise durant la Seconde Guerre mondiale. Francisco Zenha a présidé à Coimbra l'organisation de la fédération des jeunesses communistes et a été à l'origine du MUD des jeunes, créé en 1946.

Il a été emprisonné par la PIDE en 1947 et 1949. En 1949, il a été jugé, condamné et libéré définitivement en 1958. Il s'est éloigné du PCP pour entrer dans la Résistance républicaine et socialiste, mouvement fondé par Mário Soares en 1955. Il a pris part à la création du Front patriotique de libération nationale et s'est illustré comme défenseur des prisonniers politiques. Il a de nouveau été arrêté par la PIDE en 1962. Il a été candidat aux législatives de 1969 sur les listes de la CEUD et a fait partie des membres fondateurs du PS qui se sont réunis à Bad Münstereifel (Allemagne) en 1973.

Après la chute de l'État nouveau, il est entré dans le 1^{er} gouvernement provisoire au ministère de la Justice et est demeuré à ce poste dans les gouvernements conduits par Vasco Gonçalves jusqu'en août 1975. Il a été l'artisan de la révision du concordat entre le Portugal et le Saint-Siège, signé en 1975 et s'est battu contre l'unicité syndicale. Il a eu un désaccord avec Mário Soares concernant le soutien accordé par le PS à la seconde candidature de Ramalho Eanes aux présidentielles de 1980, soutien que contestait Soares de sorte

qu'il a quitté temporairement la direction du PS. Les différends entre les deux résistants se sont accentués lors des présidentielles de 1986, lorsque Zenha a décidé de se présenter avec le soutien du PRD et du PCP, ne parvenant cependant pas au second tour. Salgado Zenha est décédé le 1^{er} novembre 1993.